46èmes Assises Nationales du CNAEMO

CARREFOUR NATIONAL DE L'ACTION ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT

SEX'PLOITATION
Mineurs en danger

PROGRAMME

Le CEPAC Silo
1, 2, 3 avril 2026
Marseille

MOTS DES OFFICIELS

Céline MONS,
Présidente du CNAEMO

Madame, Monsieur, Chers adhérents, professionnels et partenaires,

Cette année, nos Assises Nationales ont lieu à Marseille.
Le sujet, sensible, grave, alarmant, traitera de l'exploitation sexuelle des mineurs.

Si l'exploitation sexuelle de mineurs existe depuis longtemps, le phénomène s'est sensiblement amplifié ces dernières années.

Ainsi, d'après l'Observatoire National des violences faites aux femmes, 42 % des victimes de proxénétisme ou de recours délictuels à la prostitution sont mineures. L'observatoire met en exergue l'augmentation exponentielle de l'exploitation sexuelle.

Ainsi, entre 2016 et 2024, le nombre de victimes enregistrées a fortement augmenté (+ 110 %). Cet accroissement est plus important concernant les victimes mineures (+ 140 %).

Il est bon de se rappeler que la loi du 13 avril 2016 qui aura bientôt 10 ans, interdit l'achat d'actes sexuels.
Il faut également insister sur le travail exceptionnel mené par des associations pour repérer et accompagner les victimes, y compris jusqu'au dépôt de plainte, ainsi que l'accompagnement, l'engagement, la persévérance des acteurs de la protection de l'enfance. L'augmentation des lieux d'accueil et de recueil de la parole en est une belle illustration. L'amélioration des conditions d'accueil des victimes permet une libération de la parole et une reconnaissance de la souffrance.

Ces Assises nationales seront l'occasion de réfléchir ensemble, sur les causes et les effets de ce phénomène, à travers des approches sociologiques, psychologiques, philosophiques, juridiques, mais également sous le prisme de témoignages de travailleurs sociaux et professionnels venant de différents horizons, qui exercent dans des services dédiés.

Cette problématique interroge notre modèle sociétal, qui expose parfois très tôt les enfants à la pornographie, par le biais du numérique et/ou des réseaux sociaux, participant ainsi à la banalisation de la sexualité et du rapport au corps.

Le CNAEMO, à travers ces trois jours d'échanges et de réflexion, interroge la conception même de la protection de l'enfance au sens politique du terme mais également de la responsabilité sociétale de tout un chacun face à un phénomène qui nous dépasse.

Nous nous devons d'être collectivement à la hauteur de ces jeunes trop souvent esseulés et en errance.
Leur sécurité, leur épanouissement, leur construction à venir, leur avenir, dépendent de notre capacité à interroger, à adapter nos pratiques, à dépasser nos représentations pour innover et inventer des réponses face aux défis de notre temps.

Sans vous, sans nous, collectivement mobilisés, rien ne serait possible. Alors, merci à chacune et chacun pour l'engagement et la mobilisation qui traverseront ces Assises. Elles seront assurément riches d'échanges, de réflexions et de perspectives nouvelles.

Dans un contexte national et international insécurisant et anxiogène, jamais l'expression « se serrer les coudes » n'aura autant été juste.

Une fois n'est pas coutume, souhaitons-nous de belles et grandes Assises, sous le regard bienveillant de la « bonne mère » de Marseille !

Alain CORMERAIS,
Président de la Sauvegarde 13

Mesdames, Messieurs,

C’est avec un profond sens des responsabilités que je vous souhaite la bienvenue à ces 46èmes Assises consacrées à la lutte contre l’exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.

Je suis particulièrement honoré de vous accueillir aujourd’hui à Marseille, une ville connue pour son soleil très généreux, son accent parfois chantant, son sens très affirmé du débat et ses embouteillages.

Une ville où les réalités sociales ne se vivent pas en théorie, mais au quotidien, sur le terrain : précarités, réseaux formels et informels, fractures sociales très marquées. Ces caractéristiques font de notre territoire un lieu particulièrement exposé à certaines formes d’exploitation, mais aussi un espace où l’innovation sociale, la coopération et la mobilisation des acteurs sont essentielles.

Au nom de Sauvegarde 13, je tiens tout d’abord à vous remercier chaleureusement pour votre présence qui témoigne de votre engagement et de votre détermination à agir face à l’une des violations les plus intolérables des droits fondamentaux de l’enfant.

L’exploitation sexuelle des enfants n’est pas une réalité lointaine ou marginale. Elle traverse nos sociétés, nos institutions, nos territoires. Elle se dissimule parfois derrière le silence, la peur, la précarité ou l’isolement. Elle détruit des enfances, brise des trajectoires de vie et laisse des blessures profondes et durables. Face à cela, l’indifférence n’est pas une option, et l’inaction serait une faute collective.

Si nous sommes réunis aujourd’hui, c’est parce que nous partageons une conviction commune : la protection de l’enfant est une responsabilité collective qui exige coordination, compétences, vigilance et courage.

Ces assises se veulent un espace de réflexion, de partage d’expériences et de renforcement des pratiques professionnelles. Elles ont pour ambition de croiser les regards, de confronter les approches et de faire émerger des réponses plus efficaces, plus humaines et mieux adaptées aux réalités du terrain.

Durant ces journées, nous aborderons des questions complexes, parfois éprouvantes. Souhaitons que ce cadre reste avant tout un lieu de respect, d’écoute et de dialogue. Un lieu où l’exigence professionnelle s’accompagne d’une attention sincère portée aux victimes, à leur dignité
et à leur parole.

Permettez-moi enfin de rappeler que derrière les concepts, les chiffres et les dispositifs, il y a des enfants et des adolescents. Des enfants et des adolescents qui attendent de nous clarté, cohérence et engagement.

Notre responsabilité est immense, mais elle est à la hauteur de l’enjeu : garantir à chaque enfant et adolescent le droit fondamental de grandir en sécurité, dans le respect et la dignité.

Je vous remercie pour votre présence et votre engagement et je vous souhaite des échanges riches, constructifs et porteurs d’actions concrètes, en résumé d’excellentes assises.

Marc MONCHAUX,
Directeur Général de la Sauvegarde 13

Bonjour à toutes et à tous,
Je suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui à Marseille pour ces 46e Assises Nationales du CNAEMO.
Mon président vient à l'instant de présenter avec beaucoup de justesse le thème qui mobilisera nos réflexions durant ces trois journées. Pour ma part, je souhaitais vous adresser un message d'accueil engagé, en écho aux préoccupations qui traversent aujourd'hui notre secteur.

En effet, de nombreuses associations sont confrontées à des difficultés multiples : des contraintes exogènes, des tensions internes, mais aussi un climat général devenu parfois anxiogène. Notre pays traverse une crise politique et sociale profonde, face à des pouvoirs publics qui peinent à mesurer l'ampleur des mutations sociétales en cours.

Le contexte politique de ces dernières semaines, ainsi que les perspectives qui se dessinent pour notre société et pour notre secteur, interrogent directement l'idée même de solidarité qui fonde notre action. Alors que la solidarité devrait être au cœur des priorités, les débats récents évoquent trop peu la construction d'une société inclusive, les ambitions pour notre secteur, l'accueil des plus démunis ou encore la protection de l'enfance en danger.

À l'heure où les politiques de solidarité sont fragilisées, où les professionnels du secteur social et médico-social sont à bout de souffle et parfois en perte de sens, où nos structures rencontrent des difficultés croissantes, il est plus que jamais de notre responsabilité de défendre le vivre-ensemble et de faire de la solidarité le ciment d'une société inclusive.

Plus que jamais, une remobilisation collective est nécessaire. L'engagement de chacun doit permettre de réaffirmer le rôle du monde associatif comme acteur moteur et promoteur du vivre-ensemble. Nous devons également rappeler aux pouvoirs publics notre rôle de corps intermédiaire, de porte-parole des populations les plus vulnérables, et l'expertise qui fait depuis toujours du monde associatif un véritable laboratoire d'innovation sociale.

L'enjeu majeur pour demain sera de réintroduire, au sein de nos associations, un véritable discours politique — au sens de l'engagement — fondé sur un débat démocratique vivant.
Cette dynamique de co-construction du bien commun doit pouvoir s'appuyer sur plusieurs leviers essentiels :
• La création d'espaces de confrontation des points de vue, favorisant le dialogue, la communication et l'élaboration partagée, dans le respect de la parole et de la place de chacun.
• Une réflexion approfondie sur les questions d'éthique, portée par la gouvernance associative.
• La recherche constante d'innovation, à travers l'adaptation de nos missions aux évolutions des publics que nous accompagnons.

Dans nos associations, l'innovation doit rester une priorité. Notre rôle de porte-parole de populations encore trop souvent exclues nous oblige à être toujours plus force de proposition.

La période actuelle, marquée par de fortes contraintes, obligera sans doute nos associations à se positionner clairement : soit accepter de devenir un simple service public à moindres coûts, soit au contraire réaffirmer pleinement leur rôle d'acteur social engagé.

Il s’agira alors d’introduire de nouvelles questions dans l’espace public et de faire vivre le débat démocratique. C’est pourquoi des temps de réflexion et d’échanges comme ceux qui nous réunissent aujourd’hui sont plus précieux que jamais.

Je tiens à remercier très sincèrement le CNAEMO, ainsi que l’ensemble des organisations et fédérations qui rendent possibles ces rencontres et offrent aux professionnels ces espaces de débat, de construction collective et de recherche de sens.

Plus que jamais, nos associations doivent garantir l’existence de ces espaces de régulation et de confrontation des points de vue. Ils sont essentiels pour préserver l’expertise des professionnels de terrain et maintenir des conditions de travail qui permettent un accompagnement à la hauteur de la complexité des situations que nous rencontrons.

Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les futurs élus, nous souhaitons vous rappeler que, malgré des conditions souvent extrêmement difficiles, vous pouvez compter sur des salariés profondément engagés, qui assurent chaque jour la protection et l’accompagnement des publics les plus fragiles, bien souvent dans un contexte de pénurie.

Mais nous voulons aussi vous dire avec lucidité que les professionnels sont aujourd’hui à la limite de la rupture. Cette situation tient bien sûr aux contraintes actuelles, mais aussi à une absence de reconnaissance concrète de la part de l’État depuis plusieurs années.

Parce que nos missions sont essentielles, il est temps — comme le disent nos amis québécois — que les bottines suivent les babines.

Et pour reprendre les mots de mon président :
« Si nous sommes réunis aujourd’hui, c’est parce que nous partageons une conviction commune : la protection de l’enfance est une responsabilité collective qui exige coordination, compétence, vigilance et courage. »

En conclusion je reprendrai une citation d’Edgar Morin : « tout est à réformer et transformer. Mais tout à déjà commencé sans qu’on le sache encore… des myriades d’initiatives fleurissent partout sur la planète. Certes, elles sont souvent ignorées, mais chacune sur sa voie, apporte reliance et conscience. Travaillons à diagnostiquer à transformer. Travaillons à relier toujours relier. »

Je vous remercie.

DÉLÉGATION RÉGIONALE PACAC

Le groupe CNAEMO PACAC est constitué d'une vingtaine de professionnels de tous horizons (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, chef de service, psychologue…). Nous accueillons volontiers les stagiaires et les professionnels en apprentissage des services présents au sein du groupe.

Les participants sont issus de différents services et interviennent en AEMO, AEMO R, AED R. Nous sommes issus des départements de PACAC : les ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE (04), les HAUTES-ALPES (05), les ALPES-MARITIMES (06), les BOUCHES-DU-RHÔNE (13), le VAR (83) et le VAUCLUSE (84).

Nous nous réunissons en moyenne une fois tous les 2 mois et nous nous déplaçons dans les différents services appartenant au groupe.

Depuis janvier 2025, le groupe régional s'est transformé en Groupe Organisateur des Assises.

Constitué d'une quarantaine de professionnels, nous avons été rejoints par de nouvelles associations du secteur pour préparer cet évènement. C'est donc avec un immense plaisir que nous vous accueillerons du 1er au 3 avril 2026 aux 46èmes Assises Nationales de CNAEMO sur le thème "SEXPLOITATION, mineurs en danger" au CEPAC Silo à Marseille.

Dès le 12 juin 2026, nous reprendrons les activités du groupe régional autour de thèmes et pratiques portés par les membres du groupe.

N'hésitez pas à vous inscrire sur le listing qui se trouvera au stand de la vie régionale durant les Assises ou à me contacter par mail : cnaemo.groupe.paca@gmail.com

Maud GERARDIN
Didier CHEVALAZ
Délégués Régionaux Provence-Alpes-Côte d'Azur

GROUPE D'ORGANISATION DES ASSISES

Le portage par la Sauvegarde 13 de l'organisation de ces 46èmes Assises du CNAEMO s'est construit dans une dynamique régionale : 50 professionnels (travailleurs sociaux, secrétaires, psychologues, chefs de service, directeurs) d'associations de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, agissant dans le champ de la Protection de l'Enfance, par l'exercice de mesures de Milieu Ouvert, constituent, depuis 15 mois, le GOA PACAC (Groupe Organisant les Assises).
Nous saluons la grande mobilisation des membres de ce collectif interdépartemental, qui se sont investis pour organiser cet évènement : Merci !

REPAS

MERCREDI 01/04

OPTION VIANDE

- Sandwich au poulet mariné :
Huile d'Olive / Romarin) / Salade romaine / Sauce César / Parmesan / Tomate / Oignon frit / Oeuf
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- 1 cookie

OPTION POISSON

- Sandwich au thon :
émietté de thon à l'Huile d'olive / Salade / Tomate / Maïs / Oignon / Olives
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- 1 cookie

OPTION VÉGÉTARIENNE

- Sandwich Végétarien :
Tomate / Mozzarella / Pesto / Roquette
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- 1 cookie

JEUDI 02/04

OPTION VIANDE

- Salade César :
Salade / Poulet pané / Tomate / Croûtons de pain / Sauce César / Parmesan / Oeuf
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- sauce à part
- 1 muffin
- couverts inclus
- 1 serviette
- 1 pain

OPTION POISSON

- Salade de thon :
Thon / Salade / Riz blanc / Maïs / Olives / Vinaigrette
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- sauce à part
- 1 muffin
- couverts inclus
- 1 serviette
- 1 pain

OPTION VÉGÉTARIENNE

- Salade grecque revisitée :
Quinoa / Feta / Carotte Râpée / Chou Rouge / Tomate / Concombre / Menthe Fraîche
- 1 bouteille d'eau de 50cl
- 1 fruit
- 1 paquet de chips
- sauce à part
- 1 muffin
- couverts inclus
- 1 serviette
- 1 pain

" SEX'PLOITATION - Mineurs en danger "

La prostitution des mineurs, autrement dit l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents, est un phénomène observé depuis de nombreuses années par les professionnels de la protection de l'enfance. Or, il a pendant longtemps été rarement nommé et qualifié. Toutefois, face à l'augmentation du nombre de mineurs concernés, au rajeunissement de ces jeunes, aux alertes des professionnels de terrain, des Magistrats, des Forces de l'ordre, etc. Le secrétaire d'État à l'Enfance et aux Familles, Adrien TAQUET a lancé un groupe de travail pluridisciplinaire piloté par la DGDCS et la DGPJJ. Un rapport a été rendu le 13 juillet 2021 et un plan de lutte national a été annoncé le 15 novembre 2021.

En France, on estime entre 7 000 et 10 000 le nombre de mineurs exploités sexuellement.
Les adolescents dont nous parlons sont en grande majorité des jeunes filles (proportion française 9 filles pour 1 garçon) issus de toutes catégories sociales, des jeunes ayant souvent vécu des ruptures ou des traumatismes.

La prostitution n'est généralement pas perçue comme telle par ces adolescents, voire préadolescents qui estiment tirer des bénéfices de leurs pratiques (matériels, financiers ou en nature). Ces mises en danger peuvent aussi souvent s'avérer être des réponses à des traumatismes, à travers lesquelles, dans une dynamique de survie, les jeunes cherchent à être dissociés afin de ne pas être connectés et en confrontation directe avec leurs traumatismes antérieurs. Pour certains adolescents, les pratiques prostitutionnelles leur attribuent un statut et viennent combler des carences affectives.

Les professionnels peuvent être en difficulté pour repérer le phénomène, n'ayant pas forcément les codes ou étant confrontés à des mécanismes de défense personnelle qui obscurcissent la vision de ce phénomène. De même, les attitudes de certains adolescents qui vont même jusqu'à revendiquer leurs pratiques, peuvent dérouter les professionnels et compromettre leur regard sur la réalité de leur situation : même dans cette posture de banalisation/normalisation, cet enfant est victime d'exploitation sexuelle. En effet, la loi du 04 mars 2002 ne fait pas de débat autour de cette question : « La prostitution des mineurs est interdite sur tout le territoire de la République » (article 13.I). « Tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative » (article 13.II). La loi de protection de l'enfance du 07 février 2022, rappelle que ces enfants sont en danger.

Ces jeunes bien souvent en situation d'errance, de rupture familiale et institutionnelle amènent les professionnels à requestionner leurs pratiques : La protection de ces enfants doit-elle impérativement passer par le placement en institution systématique ? La mobilité des jeunes n'amène-t-elle pas à repenser les dimensions de territorialisation autour des prises en charge ?
Les professionnels accompagnant ces jeunes évoquent régulièrement avoir été violemment bousculés dans leurs valeurs et leur manière de penser la protection de l'enfance. Cependant, qu'en est-il du quotidien des jeunes ?

Les jeunes dont nous parlons font face à une marchandisation de leur corps, avec toutes les conséquences physiques et psychiques qui vont avec. Exposés à des violences en tous genres, leur estime et confiance en eux en ressort totalement détériorées. Pour survivre à cette réalité prostitutionnelle, ces enfants ont souvent recours à diverses consommations, des automutilations, des mises en danger toujours plus extrêmes. Leur quotidien est souvent marqué par des ruptures familiales et institutionnelles, anciennes ou contextuelles du fait de la situation prostitutionnelle. Ces jeunes, qui ont ainsi le sentiment d'être livrés à eux-mêmes, de ne pas être compris ou entendus par les adultes qui sont censés les protéger, sont alors dans une situation de vulnérabilité accrue. Il apparaît essentiel de les raccrocher à des espaces ressources. Toutefois, comment constituer un tel espace pour un jeune exploité sexuellement ?

Sur différents territoires en France, des initiatives ont émergé au cours des dernières années, allant de dispositif d'aller-vers visant à remettre du lien avec les jeunes concernés, à des dispositifs de prise en charge globales hybrides, alliant milieu ouvert, réduction des risques et mise à l'abri. Ces offres d'accompagnements ne sont néanmoins pas développées sur l'ensemble des Départements de France. Le cheminement, la conscientisation du phénomène sont eux-mêmes hétérogènes, certains territoires étant en phase de maturation autour de ces questions, alors que d'autres se montrent proactifs.

Cette problématique vient également interroger un modèle sociétal complexe, dans lequel viennent s'entrechoquer exposition précoce à la pornographie, mésusage du numérique et des réseaux sociaux, banalisation du rapport au corps et à la sexualité. L'ensemble de ces éléments s'inscrit dans un contexte où des études attestent d'une dégradation importante de la santé mentale des adolescents.

Le CNAEMO se doit donc, lors de ses assises à Marseille, d'explorer cette thématique complexe, en apportant des clés de lecture, en identifiant les pratiques existantes pour ouvrir des espaces d'intervention possibles.

08h00 : **Accueil des congressistes**

09h05 : **Discours Officiels :**

- **Céline MONS**, *Présidente du CNAEMO*
- **Alain CORMERAIS**, *Président de la Sauvegarde 13*
- **Marc MONCHAUX,** *Directeur Général de la Sauvegarde 13*

10h00 : **Texte de position**

Matthieu REBREYEND, *Administrateur du CNAEMO*

10h05 : **APPROCHE SOCIOLOGIQUE**

Depuis plusieurs années, on observe une hausse des pratiques prostitutionnelles chez les mineur·es en France. Mais que connait-on de ce phénomène ? Si les travaux d'historien·nes témoignent d'un vide historiographique sur le sujet, on retrouve ce même vide pour les études sociologiques. Les médias et les politiques pointent du doigt le « proxénétisme des cités » et les foyers de la protection de l'enfance. Or ces productions ne sont pas sans effet sur les politiques publiques et les actions mises en place, dont la majorité visent à reléguer la prostitution au sein de certains quartiers et à l'attribuer à une certaine jeunesse qui serait « déviante ». Alors que peu de travaux scientifiques ont intégré des jeunes dans leur population d'enquête, comment comprendre leurs trajectoires prostitutionnelles, leurs significations, en faisant l'économie de leurs histoires de vie ? De plus, les âges, correspondant aux années collège et lycée, interrogent l'articulation entre pratique prostitutionnelle et scolarité. Cet impensé est questionné et exploré à travers une recherche sur la prostitution juvénile, dont la méthodologie et les résultats exploratoires seront présentés

Léa GUICHARD, *Juriste de formation et spécialiste de la protection de l'enfance. Elle a assuré la vice-présidence du Conseil National de la Protection de l'enfance.*

11h05 : **Pause**

11h20 : **PODCAST - Groupe Régional "Midi-Pyrénées"**

11h30 : **APPROCHE JURIDIQUE**

"L'explosion des conduites prostitutionnelles chez les mineurs met à l'épreuve l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance. Le juge des enfants ne fait pas exception. Au-delà de l'arsenal législatif qui existe pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs, le magistrat chargé de protéger ces enfants est mis au défi de repenser son intervention auprès de jeunes filles vulnérables et sous emprise et pour lesquelles la réponse reste à construire."

Samah MEZIANI-GIMENEZ, *Vice-présidente placée près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence. En charge des fonctions de juge aux affaires familiales.*

12h30 : **Animation**

Service de Prévention - ADDAP 13 - Quartier Saint-Mauront

12h40 : **Repas (voir menu page 7)**

14h00 : **PROGRAMME MONTRÉALAIS PROMETTEURS EN PRÉVENTION ET INTERVENTION FACE À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES**

Présentation de deux programmes cliniques innovants développés à Montréal et destinés à prévenir et contrer l'exploitation sexuelle des jeunes.

La présentation abordera le programme SPHÈRES, en mettant en avant sa raison d'être, sa composition et sa philosophie d'intervention, ainsi que l'importance du langage dans l'accompagnement des jeunes dits « victimes ».

Elle se poursuivra avec le programme ACTES, qui sera présenté à travers ses objectifs, ses fondements, son application en milieu fermé, ainsi que les outils cliniques développés et les éléments d'évaluation.

La rencontre se terminera par un temps d'échanges et de discussions avec les participants.

Programme SPHÈRES

Le programme SPHÈRES est le fruit d'une collaboration entre les milieux institutionnels et communautaires afin de soutenir les jeunes de 12 à 24 ans ayant vécu ou vivant une situation d'exploitation sexuelle. Sa mission est d'accompagner les jeunes dans une démarche volontaire, sécuritaire et respectueuse, adaptée à leur rythme, pour répondre à leurs besoins et les aider à mettre fin à leur situation d'exploitation.

Programme ACTES (Activité clinique de prévention sur la traite et l'exploitation sexuelle)

Développé en collaboration avec le milieu communautaire, l'institutionnel et des experts de contenu (personnes ayant été impliquées de près ou de loin dans le milieu du proxénétisme), ACTES s'adresse aux jeunes contrevenants. Son objectif principal est de prévenir les conduites liées à la traite et à l'exploitation sexuelle, en abordant ces sujets tabous d'une manière non menaçante et bienveillante.

Nathalie GELINAS, *Chargée de projet clinico-scientifique au Centre d'expertise du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Criminologue et agente de programmation, de planification et de recherche à l'Institut universitaire Jeunes en difficulté,*

Mélissandre GAGNON-LEMIEUX, *Coordonnatrice du programme SPHÈRES, Organisme En Marge 12-17, Montréal, Québec, Canada*

15h00 : **Animation**

Service de Prévention - ADDAP 13 - Quartier Saint-Mauront

15h10 : **Pause**

15h25 : **VERS UN RETABLISSEMENT AUTONOME DE L'ENFANCE (RAE)**

Nous nous ouvrons sur l'urgence d'un phénomène en expansion : le nombre de victimes mineures d'exploitation sexuelle a augmenté de 140 % entre 2016 et 2024 sur le territoire français. On estime entre 7.000 à 10.000 le nombre de mineurs exploités. Ces jeunes, majoritairement des filles (9 pour 1 garçon), sont souvent issus de parcours marqués par des ruptures ou des traumatismes antérieurs. Bien que ces jeunes puissent revendiquer leurs pratiques comme un choix, ils restent juridiquement considérés en danger. La réflexion proposée par Amira MAAMERI, sur la base de son travail doctoral de droit comparé relatif à « La participation du mineur à sa propre protection », consiste à identifier des problèmes structurels chroniques au sein des dispositifs de protection de l'enfance, tels que le déficit de professionnels et le morcellement des prises en charge. Elle souligne l'impact de l'adultocentrisme, où l'enfant est trop souvent traité comme un objet de protection plutôt que comme un sujet de droits actif capable de participer aux décisions qui le concernent. Le cœur de sa contribution scientifique présente ainsi le Rétablissement Autonome de l'Enfant (RAE) comme une alternative à la « résilience exigée », car la résilience ne permet pas de se remettre de tous les traumatismes. Le RAE est un processus d'empowerment visant à ce que l'enfant puisse, in fine, voler de ses propres ailes en tant que sujet de droits actif et citoyen en devenir. L'application du RAE est ainsi proposée pour accompagner effectivement les mineurs victimes d'exploitation sexuelle. La métaphore du Kintsugi est également utilisée dans le cadre de l'adoption du concept de RAE pour aider les jeunes à sublimer leurs blessures et à donner un sens nouveau à leur histoire. Enfin, le RAE préconise l'utilisation d'outils pédagogiques comme la BD « Lou et Sacha » de l'auteure afin d'informer les mineurs de leurs droits et favoriser une alliance thérapeutique réelle. En conclusion, nous appelons à un changement de paradigme plaçant le rétablissement et la participation au centre des politiques publiques, afin d'assurer la sécurité et l'épanouissement durable de chaque enfant protégé, et, plus particulièrement, pour

lutter contre la « sex'ploitation » des mineurs en danger.
Amira MAAMERI-ULISSE, *Docteure en droit/ Phd in Law de l'Université de Bordeaux et de l'Université d'Ottawa; Membre d'EUROCEF (Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans son milieu de vie), de la Communauté d'intérêt droits et participation des enfants et des jeunes en protection de la jeunesse, du Centre Européen de Recherches en Droit des Familles, des Assurances, des Personnes et de la Santé (CERFAPS), du Laboratoire de Recherche Interdisciplinaire sur les Droits de l'Enfant (LRIDE), et du groupe ressource du Réseau Jeunes Chercheurs en Protection de l'Enfance de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance (ONPE) élève-avocate à l'École des Avocats du Sud-Est*

16h35 : **Intervention - France Enfance Protégée**
Caroline GIERDEN, *Chargée de projet - Dispositif de lutte contre la prostitution des mineurs*

16h50 : **PODCAST - Groupe Régional "Midi-Pyrénées"**

17h00 : **Prix Meilleures Recherches en Protection de l'Enfance 2026**

17h20 : **Animations**
Service de Prévention - ADDAP 13 - Quartier Saint-Mauront

08h30 : **Ouverture des portes**

09h00 : **Texte de Position**

Claire MONFREUX et Claire GOUIN, *Administratrice et Déléguée Régionale Hauts-de-France du CNAEMO*

09h05 : **PROSTITUTION DES MINEURS, QUEL VÉCU POUR L'ENFANT ?**

Lorsqu'en AEMO, une situation est complexe, c'est souvent parce que l'action éducative peine à se mettre en oeuvre dans un climat familial laissant peu de place à l'intervention extérieure.

Lorsqu'il y a prostitution de mineurs, tout contribue encore plus à ce que la situation reste privée, avec des mineurs qui comptent peu sur la protection par l'adulte, et avec un environnement qui résiste au changement. Ces fonctionnements psychiques sont semblables pour les mineurs impliqués dans le narco trafic. L'action de protection est donc complexe. Pour approcher ce sujet, je vous propose un voyage vers l'enfance, vers notre enfance. Ce cheminement s'appuie sur la théorie de Sigmund Freud d'un enfant pervers polymorphe qui se confronte, lors du complexe d'OEdipe, aux interdits liés à la différence des générations, avec, dans certaines familles, des parents qui peinent à poser l'interdit et laissent s'installer un climat, que Paul-Claude Racamier nomme incestuel, favorisant la confusion des rôles et fonctions de chacun, aboutissant à « adultiser » précocement l'enfant. Nous nous appuierons sur quelques cas cliniques, le bébé et son objet transitionnel, le petit Hans et sa phobie scolaire, Arthur et sa « mother », Néron fils adoptif, et deux mineurs prostitués suivis en AEMO dans le Var et à l'Amicale du Nid à Marseille. La parole traumatique peine à être entendue sans qu'il y ait répétition. Cette répétition peut devenir un outil de prévention grâce au travail de réseau et grâce à la qualité d'écoute des intervenants sociaux de la cité avec qui les professionnels de l'AEMO construisent un partenariat en réseau qui peut contribuer à singulariser la construction identitaire des mineurs rencontrés par ces intervenants, en passant de l'idem à l'ipse au sens de Paul Ricoeur.

Dr. Thierry LAVERGNE, *Pédopsychiatre et psychanalyste à Aix-en-Provence, Médecin chef de l'AEMO de la SAUVEGARDE 13, Président Directeur de Psy Cause, revue de santé mentale.*

09h50 : **Pause**

10h10 : **RÉSONANCES DES VÉCUS TRAUMATIQUES CHEZ LES MINEURS QUI SE PROSTITUENT ET PRISENT EN CHARGE**

La prostitution des mineurs recouvre des situations très variables. (cadre de vie, âge des victimes lors de l'entrée dans la prostitution, facteurs d'entrée dans la prostitution, type d'exploitation sexuelle, etc.)

La prise en charge de ces jeunes permet de repérer des parcours traumatiques antérieurs à la situation prostitutionnelle (maltraitance, inceste, harcèlement scolaire, rupture familiale, etc.) Ces violences subies dans l'enfance à une période de la vie où l'enfant a tant besoin de protection et de sécurité pour grandir viennent durablement hypothéquer son développement. Les conséquences de ces traumatismes impactent le corps et le psychisme avec des troubles post-traumatiques complexes qui peuvent rendre le jeune particulièrement vulnérable. Le jeune mineur fragilisé par la vie est à haut risque d'être piégé par les pratiques prostitutionnelles, sources de nouveaux troubles post-traumatiques qui viennent se surajouter à ceux préexistants. Il pourrait même être fait l'hypothèse que la prostitution est un symptôme des traumatismes infantiles. La prise en charge de ces jeunes nécessite de prendre en compte ces troubles qui peuvent mettre à mal les prises en charge et conduire à des ruptures dans les tentatives de mises en place de dispositifs pour le jeune. Cette communication propose d'aborder la question des troubles post-traumatiques et leur résonance entre troubles antérieurs à la prostitution et ceux qui en résultent. Nous discuterons également de la façon dont les professionnels peuvent intervenir auprès des jeunes et aborder avec eux cette réalité.

Hélène ROMANO, *Dr en psychopathologie-HDR, Dr en droit privé et Sciences criminelles, psychothérapeute*

11h25 : **VIE DU CNAEMO : LES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES**

Présentation de la vie régionale du CNAEMO et de ses travaux

12h00 : **INTERVENTION CNAPE**

Pierre-Alain SARTHOU, *Directeur Général de la CNAPE*

14h05 : **TABLE RONDE : APPROCHES ÉDUCATIVES**

Sous le format d'une table ronde seront présentés des éléments concrets des moyens de repérage des jeunes victimes de prostitution ainsi que des leviers d'accompagnements. Elle permettra également de mettre en lumière plusieurs dispositifs qui viennent apporter un appui. Tout d'abord, l'Amicale du Nid viendra présenter les leviers de repérage de la prostitution des mineurs. Ensuite, Le dispositif " O'CALM " a pour mission de proposer un accompagnement alternatif et diversifié pour les adolescents en fugue, exposés à des risques prostitutionnels afin de les protéger des zones identifiées de danger auxquelles ils sont confrontés. Il consiste à proposer une protection hors les murs dans la cadre d'un accueil de jour renforcé. Deux appartements sont dédiés à une mise à l'abri ou un accueil de répit en cas de danger immédiat ou à la demande de l'adolescent. Puis, l'association Koutcha viendra présenter le travail qu'ils mènent, à savoir, la coordination du réseau "Satouk", son fonctionnement, ses enjeux, etc. Enfin, le Conseil départemental d'Indre-et-Loire viendra présenter le dispositif "PLuMES".

Adriane BOUTAN , *Association "Amicale du Nid"*
Lila ROMETTINO et Iris CLEMENTE, *Réseau "Satouk" - Association "Koutcha"*
Christelle LIBAN et Narymène SEBBAHA, *Dispositif "O Calme" - Association "Moissons Nouvelles"*
Mélissa RAMBAULT et Elyette PEYROUS, *Dispositif "PLuMES" - Département "Indre-et-Loire"*

15h50 : **Pause**

16h10 : **Animation**

Vidéo "Irremplaçable" - produite par l'ADDAP 13

16h15 : **INTERVENTION UAPED**

L'Unité d'accueil pédiatrique enfant en danger (UAPED) est une unité spécifique, dédiée et adaptée à la prise en charge des enfants en danger ou victimes de tous types de violences ou de négligences, située au sein de l'Assistance publique Hôpitaux de Marseille.

L'UAPED est une équipe ressource qui permet de faciliter le parcours médical et judiciaire des enfants victimes : elle permet :

- Mise à disposition pour les professionnels de l'enfance d'une équipe pluridisciplinaire formée
- Aides et conseils auprès des professionnels pour le diagnostic et la conduite à tenir devant une situation de danger ou de risque de danger
- Mobilisation des ressources soignantes spécialisées au sein d'un CHU
- Centralisation des ressources médico-judiciaires en étroite collaboration avec l'unité médico-judiciaire, le Parquet des mineurs et les enquêteurs judiciaires
- Aide à l'organisation du projet de soin et du suivi socio-éducatif en collaboration avec les services du conseil départemental
- Sollicitation dans le cadre du « protocole Féminicide » en collaboration avec les autres partenaires

Elle peut ainsi être une équipe partenaire dans la prise en charge de mineurs en situation de traite d'êtres humains et de prostitution.

Dr. Emmanuelle BOSDURE, Médecin responsable de L'Unité
Cécile COULON, Psychologue Clinicienne du service

17h15 : **Vignette "Vidéo" - Groupe Régional "Hauts-de-France"**

17h30 : **Clôture**

19h30 : **SOIRÉE FESTIVE "À LA BONNE MER"**

Thème : Plage & Capèu

08h30 : Ouverture des portes

09h10 : Texte de Position

Bertrand DERIC, *Administrateur du CNAEMO*

09h15 : ENTRE PRISE DE RISQUES ET CONDUITES DE PROSTITUTION CHEZ LES MINEUR.E.S: UN ENJEU DE SANTÉ SEXUELLE ET DROITS HUMAINS POUR LES PROFESSIONNEL.LE.S

La prostitution des jeunes fait souvent l'objet de révélation tardive, ce qui obère la mise en place d'une prise en charge adaptée par les professionnel.le.s. Ces révélations tardives s'expliquent par la difficulté des jeunes concerné.es à s'identifier comme victime, par leurs craintes de subir des représailles, par les liens de redevabilité qu'ils/elles ont noués avec leurs prétendus « ami·es protecteur/trices », par la banalisation, voire la valorisation de « modèles d'inconduites » (« effet Zahia et influenceur.euse.s »). Ces révélations tardives s'expliquent aussi par le déni d'une société qui peine à prendre conscience de l'ampleur du phénomène et par un sentiment, au demeurant compréhensible, « d'impuissance » des professionnel·les (sentiment d'illégitimité à aborder la question, sentiment qu'ils/elles seront débordé·es par des jeunes « compliqué.es », sentiment qu'ils/elles ne seront pas soutenu·es et seront isolé·es lors de la prise en charge...). L'enjeu pour les professionnel.le.s est de s'outiller afin de développer des stratégies locales et partenariales d'interventions précoces et pluri-professionnels, notamment par la création d'espaces de parole non jugeant, où les jeunes concerné.es pourront se sentir autorisé.es à élaborer sur leur vécu et où ils/elles se sentiront accompagné.es dans la prise de conscience de ce qu'ils /elles subissent. Pour favoriser la création de tels espaces de parole, les stratégies de prévention/intervention précoce doivent alors prendre en compte la parole et l'expérience de jeunes inscrits dans des démarches de pair-aidance. Nous souhaitons vous proposer des outils de travail qui peuvent aider à l'accompagnement de ces jeunes et leur permettre de débuter un travail thérapeutique ;

- Outil vidéo conçu avec des lycéens : « Plan sous »
- Formation des professionnel.le.s « comment aborder la sexualité et les risques liés avec des jeunes : travail sur le comportement et mises à jour de contenu pour repérer et agir
- consult sexo spécifiques de l'association « Charonne Oppelia »
- Dispositif Jeunes & Femmes

Claude GIORDANELLA, *Sexologue clinicienne /formatrice en santé sexuelle ; Co-Directrice DU santé sexuelle et Droits Humains Pariscité ; Membre du comité d'expert OPEN (Observatoire de la Parentalité et de l'Éducation Numérique)*

Emmanuel MEUNIER, *Éducateur diplômé en anthropologie, Chef de projet à la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques (Paris-Seine-Saint-Denis).*

10h15 : Remerciements au GOA et Pause

11h00 : LES FONDEMENTS DE NOS MONDES : UN APPUI DANS NOS PRATIQUES

Un dispositif au service des professionnels créant des espaces de médiations, de formations, où chacun fait émerger ses appartenances. Tous professionnels que nous sommes, une construction anthropologique nous constitue. Nous avons été accueillis par un monde premier, une langue première, une forme d'humanisation.

Qu'en est-il de l'humanisation ? Elle a lieu dans un groupe, partageant des mythes de fondation.

De ces derniers émanent : une manière d'être reliés les uns aux autres, une philosophie de l'honneur, des enveloppes sociales, corporelles et psychiques. En découlent des pratiques et des rites, entre autres de protection. Ces références établissent un ordre, donc des désordres… Notre construction se compose d'ordre, de désordres : la vie… Chacun de nous croise plusieurs mondes en chemin et leurs logiques se heurtent… Les marmites fusent, bouillonnent, débordent… Quelle aventure ! Nous allons nous y plonger.

Alice ATHENOUR, *Psychologue clinicienne, Master II médiation Interculturelle et interreligieuse, animatrice et Formatrice à Maison des Mondes, Médiation ethnoclinique de Sauvegarde 13*

Dr.Saïd IBRAHIM, *Pédopsychiatre, formateur en Ethnopsychiatrie à Marseille et Toulon, animateur et formateur à Maison des Mondes, Médiation ethnoclinique de Sauvegarde 13.*

12h10 : Clôture des Assises par Céline MONS

À RETROUVER DANS LE HALL

BANDE DESSINÉE EN VENTE

"Lou et Sacha : Les explorateurs des droits de l'enfant - France et Québec"

"Lou vit au Québec. Sacha habite à Bordeaux. Un jour, leurs chemins se croisent et ils font une découverte inattendue : de l'autre côté de l'Atlantique, les enfants sont protégés différemment, mais une idée essentielle les relie partout : leur voix compte.

À travers leurs échanges et leurs expériences, ils apprennent alors ce qui se joue lorsque des adultes interviennent pour protéger un enfant, et constatent qu'un enfant n'est pas seulement à protéger, mais aussi à écouter !

Adaptée d'un travail de recherche universitaire de droit comparé français-québécois, cette bande dessinée pédagogique aborde avec simplicité des sujets souvent jugés complexes, tels que le dialogue sur la citoyenneté, la confiance et le droit de participer à sa propre histoire.

Accessible dès 9 ans, ce livre s'adresse autant aux enfants qu'aux parents et aux professionnels de l'enfance. Un support précieux qui aide les enfants à se sentir informés, écoutés et acteurs de leurs droits."

Pour la commander en ligne : https://www.amazon.fr/Lou-Sacha-explorateurs-droits-lenfant/dp/2376925835

Blog: https://la-protection-de-lenfance---ma-pierre-a-ledifice.webnode.fr/l/bande-dessinee-lou-et-sacha/

En vente sur le stand d'AMIRA MAAMERI - Docteure en droit

L'ensemble des bénéfices reversés à IF El'Ose

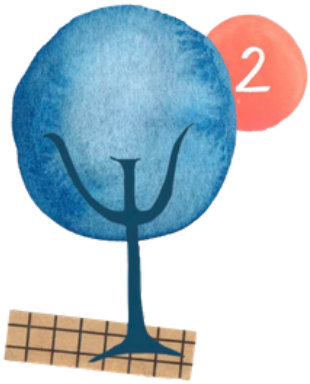
avec le soutien de L'UNIVERSITE DE BORDEAUX dans le cadre de labellisation Science avec et pour la société

COLLECTIF EX-PLACE DPJ DU QUEBEC

ADE PAPE 13 ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'ENTRAIDE DES PERSONNES ACCUEILLIES EN PROTECTION DE L'ENFANCE

OUTILS PÉDAGOGIQUES

"Psy au Carré"



A retrouver sur le stand du CNAEMO ou www.psyaucarre.com

A propos de "Psy au Carré"

"Notre association **Psy au Carré** conçoit et développe des outils psychoéducatifs à destination des enfants, des parents et des professionnels de l'enfance. À travers des ouvrages et des supports pratiques, nous abordons le thème des besoins fondamentaux des enfants, en particulier dans le champ de la Protection de l'Enfance.

Fondée par deux psychologues cliniciennes exerçant en AEMO et en libéral en Charente-Maritime, l'association s'appuie sur une pratique de terrain pour proposer des outils accessibles, concrets et ancrés dans la réalité clinique."

et plein d'autres...

LES PARTENAIRES DES ASSISES

www.harmonie-mutuelle.fr/ess
LinkedIn : Harmonie Mutuelle ESS - Groupe VYV

Harmonie Mutuelle protège et soutien les employeurs et salariés du secteur de l'économie sociale et solidaire grâce à des solutions d'accompagnement en protection sociale complémentaire proposées par son pôle d'expertise dédié aux acteurs de l'ESS : Harmonie Mutuelle ESS.
De par sa connaissance du secteur acquise aux côtés d'associations, mutuelles, fondations, coopératives, entreprises sociales et de leurs salariés, Harmonie Mutuelle ESS, propose une offre complète de garanties et de services en protection sociale complémentaire adaptée aux enjeux du secteur : prévention, santé, prévoyance et épargne-retraite.

Harmonie Mutuelle ESS protège près de 1 million de personnes, soit plus d'1 salarié sur 3 du secteur, et plus de 30 000 structures adhérentes.

Fortes de l'expérience et de l'engagement de ses équipes dédiées, les solutions d'accompagnement d'Harmonie Mutuelle ESS permettent ainsi aux structures adhérentes d'être actrices de leur protection sociale tout en restant mobilisées sur leur rôle essentiel d'utilité sociale.

www.cnape.fr

CNAPE
"Fondée en 1948, la CNAPE est la première fédération nationale représentative des associations engagées dans la protection de l'enfance. Elle rassemble des structures qui accompagnent au quotidien des enfants, des adolescents et des jeunes adultes confrontés à des situations de vulnérabilité.

Porte-parole de ses membres auprès des pouvoirs publics, la CNAPE œuvre pour défendre leurs actions et promouvoir des politiques publiques ambitieuses en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Elle veille notamment au respect de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) et intervient dans plusieurs domaines : prévention et soutien aux familles, protection de l'enfance, justice pénale des mineurs, accompagnement des jeunes en situation de handicap et soutien à l'insertion.

En tant que tête de réseau, elle favorise la coopération et le partage d'expériences entre ses associations membres, tout en portant des projets nationaux au service des enfants et des jeunes.

Reconnue d'utilité publique depuis 1982, la CNAPE fédère aujourd'hui près de 28 000 professionnels et 8 000 bénévoles qui accompagnent plus de 250 000 enfants, adolescents et jeunes adultes."

www.psyaucarre.com

Psy au Carré

"Notre association **Psy au Carré** conçoit et développe des outils psychoéducatifs à destination des enfants, des parents et des professionnels de l'enfance. À travers des ouvrages et des supports pratiques, nous abordons le thème des besoins fondamentaux des enfants, en particulier dans le champ de la Protection de l'Enfance.

Fondée par deux psychologues cliniciennes exerçant en AEMO et en libéral en Charente-Maritime, l'association s'appuie sur une pratique de terrain pour proposer des outils accessibles, concrets et ancrés dans la réalité clinique."

www.ash.tm.fr

ASH, le média de référence l'action sociale : Toute l'actualité sociale décriptée chaque jour : social, handicap, exclusion, enfance, insertion.
Partenaire éditorial du CNAEMO depuis plus de 10 ans

www.france-enfance-protegee.fr

France Enfance Protégée :
L'État, les Départements et les Associations
au service de la prévention et de la protection de l'enfance

France Enfance Protégée, mis en place le 5 janvier 2023, regroupe en son sein plusieurs acteurs de la protection et prévention de l'enfance : adoption, enfance en danger et accès aux origines personnelles.

Cette maison commune de la protection de l'enfance assure les missions du Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger – numéro 119 (SNATED-119), de l'Agence Française de l'Adoption (AFA), de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance (ONPE). Également, France Enfance Protégée assure les secrétariats du Conseil National pour l'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP), du Conseil National de la Protection de l'Enfance (CNPE) et du Conseil National de l'Adoption (CNA).

Un service aux usagers : assurer les missions du 119 Enfance en Danger, l'accompagnement des adoptants (Agence Française de l'Adoption) et le traitement des demandes d'accès aux origines personnelles (Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles).

Une ressource pour les professionnels : ressource pour l'ensemble des acteurs de la prévention et la protection de l'enfance par la production et le transfert de connaissances et l'animation des réseaux professionnels (ONPE).

Un appui aux institutions : appui à l'élaboration de la politique publique pour l'État, les Départements et les Associations, ou encore en soutenant l'activité des conseils nationaux de la protection de l'enfance, de l'adoption et de l'accès aux origines.

www.directions.fr

Direction[s] est un magazine mensuel dédié aux équipes de direction du secteur social & médico-social. Il analyse l'actualité, propose des conseils opérationnels, des reportages et des réflexions sur les mutations du secteur. Rejoignez une communauté engagée, échangez avec vos pairs et partagez vos expériences pour vous enrichir mutuellement !

www.interconsult.fr

Interconsult', Depuis 1983, Interconsult est éditeur de logiciels spécialement conçus pour le secteur Social et Médico-social. Avec plus de 6 000 logiciels installés et plus de 50 000 utilisateurs sur toute la France, Interconsult est un acteur majeur du secteur.
Nos solutions répondent aux besoins spécifiques de ce secteur dans les domaines de :

- La gestion des usagers via

« Le Dossier Unique de l'usager »,

- La gestion de la paie,
- La gestion des ressources humaines,
- La gestion financière.

Interconsult développe l'ensemble des logiciels nécessaires au fonctionnement quotidien des établissements et associations en lien avec le cadre réglementaire du secteur.

www.silao.fr

SILAO : SILAO (l'évolution du logiciel historique Sil'Age) est un logiciel DUI (Dossier Usager Informatisé) collaboratif développé par la société D2L Informatique dont la mission est de créer des outils simples et conviviaux, s'appuyant sur les pratiques des professionnels du secteur social et médico-social, dans le but de facilité leurs actions quotidiennes (suivi de la prise en charge, dossier administratif de l'usager, suivi éducatif, agenda, dossier médical, communication et mobilité, gestion électronique de documents, facturation aux financeurs et/ou aux usagers…).
SILAO est référencé pour les DSR MS2 PE (protection de l'enfance) et MS1 PA/PH/DOM (personnes en situation de handicap), et est en cours de référencement pour le DSR MS2 PDS (personnes en difficultés spécifiques).

L'équipe SILAO est à vos côtés à tout moment pour répondre à vos questions. Elle vous conseille et vous accompagne à chaque étape de votre projet.

Suivez-nous sur les Réseaux Sociaux pour ne passer à côté d'aucune actualité sur les Assises Nationales du CNAEMO !

REMERCIEMENTS
AUX ASSOCIATIONS PORTEUSES

SAUVEGARDE 13

ars

EPIS
MEDIATION FAMILIALE
A.E.M.O.

SAUVEGARDE 83
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE

Groupe addap13
Coopération et territoire

AdN
Amicale du Nid

anef Provence
Combattre toute forme d'exclusion

ADSEA 05

REMERCIEMENTS

SOIRÉE FESTIVE 2026

JEUDI 2 AVRIL - 19h30

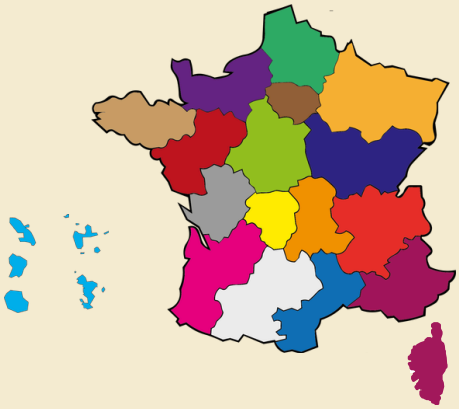
- CEPAC SILO -

CNAEMO FORMATION

CNAEMO
FORMATION

Retrouvez toutes les formations ICI

LA VIE RÉGIONALE



Découvrez la plaquette Délégations Régionales

Pour en savoir plus
Rejoignez-nous sur le stand du CNAEMO ou contactez-nous :

09 82 35 41 31 - contact@cnaemo.com
www.cnaemo.com

LES ASSOCIATIONS PORTEUSES EN LOCAL

SAUVEGARDE 13

Groupe addap13
Coopération et territoire

EPIS
MEDIATION FAMILIALE
A.E.M.O.

AdN
Amicale du Nid

SAUVEGARDE 83
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE

ADSEA 05

anef Provence
Combattre toute forme d'exclusion

ars

NOS PARTENAIRES À NOS CÔTÉS ...

Harmonie mutuelle
GROUPE vyv
AVANÇONS collectif

Direction[s]

ASH
Le MAG du travail social

CNAEMO
CARREFOUR NATIONAL DE L'ACTION ÉDUCATIVE EN MILIEU OUVERT

10, rue Baptiste Monnoyer - 59800 LILLE
09 82 35 41 31 - contact@cnaemo.com
www.cnaemo.com